



CHAIRE GRANDS ENJEUX STRATÉGIQUES CONTEMPORAINS

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

23 FÉVRIER 2026 · ALESSIO PATALANO

Du fond des abysses : comment le domaine sous-marin est devenu un enjeu stratégique majeur

Professeur, Département d'études de la guerre · King's College, Londres

I. UN NOUVEAU CADRE CONCEPTUEL : RÉSILIENCE, CENTRALITÉ MARITIME ET COMPLEXITÉ STRATÉGIQUE

La conférence s'inscrit dans un cadre conceptuel structuré autour de la résilience, envisagée non comme un simple complément de la défense militaire, mais comme une dimension constitutive de la sécurité contemporaine. La conflictualité actuelle se déploie dans des espaces hybrides, ambigus, situés sous le seuil de la guerre déclarée. L'objectif stratégique n'est plus nécessairement la destruction immédiate, mais la perturbation systémique, la démonstration de vulnérabilité et l'exercice d'une coercition indirecte.

La mer et les océans apparaissent comme des espaces centraux de la compétition stratégique contemporaine. Ils ne sont plus uniquement des vecteurs de projection de puissance navale : la mondialisation numérique et énergétique repose sur des réseaux immergés qui constituent l'ossature invisible de la puissance économique et politique des États. Câbles de télécommunications, interconnexions électriques, gazoducs et plateformes offshore concentrent des fonctions vitales des sociétés modernes. La compétition ne porte donc plus seulement sur le contrôle des surfaces maritimes, mais sur la maîtrise, la protection et, potentiellement, la neutralisation de ces infrastructures critiques.

Cette évolution soulève une question fondamentale de légitimité normative. Si la liberté des mers demeure un principe structurant du droit international, la nécessité de protéger des infrastructures vitales conduit les États à renforcer leur surveillance et à déployer des moyens autonomes dans des espaces juridiquement complexes. La distinction entre temps de paix et temps de guerre s'en trouve brouillée. Dans ce cadre, la résilience — anticipation, redondance des réseaux, réparation rapide, coopération public-privé — devient un instrument de compétitivité stratégique.

II. LES CÂBLES SOUS-MARINS : CONTINUITÉ HISTORIQUE ET CRISTALLISATION CONTEMPORAINE DES TENSIONS

L'intervenant replace la problématique des câbles sous-marins dans une profondeur historique. Dès la Première Guerre mondiale, les câbles télégraphiques furent des cibles prioritaires : le

Royaume-Uni sectionna les câbles allemands afin d'isoler l'Empire et de contrôler les flux mondiaux d'information. La maîtrise des réseaux constitue depuis toujours un levier de puissance. La spécificité contemporaine tient à l'intensité de la dépendance : l'essentiel des communications intercontinentales et des transactions financières transite désormais par ces infrastructures.

Plusieurs types d'infrastructures sous-marines ont été distingués :

- Les câbles de télécommunications, support des flux Internet et financiers mondiaux.
- Les câbles énergétiques reliant des réseaux électriques nationaux.
- Les gazoducs et autres conduites énergétiques.
- Les infrastructures hybrides combinant données et énergie.

Les modalités de dégradation peuvent varier sensiblement :

- **Section physique involontaire** (ancrage) ou action délibérée.
- **Explosion ciblée**, comme l'illustre le sabotage des gazoducs Nord Stream.
- **Endommagement ambigu** par un navire suspect rendant l'attribution incertaine — comme pour le câble EastLink 2 entre la Finlande et l'Estonie.
- Perturbation fonctionnelle sans destruction visible.

L'incertitude sur l'intentionnalité — accident ou acte hostile — empêche toute qualification immédiate comme acte de guerre, tout en produisant un effet stratégique réel : tension diplomatique, mobilisation sécuritaire et démonstration de vulnérabilité. La temporalité constitue un facteur déterminant : certains câbles de télécommunications peuvent être réparés relativement rapidement, tandis que les infrastructures énergétiques exigent des délais longs et des coûts considérables, amplifiant l'effet stratégique recherché. La profondeur maritime n'est plus un sanctuaire : elle est devenue un espace stratégique disputé.

III. LA SURVEILLANCE DES FONDS MARINS : VERS UNE MILITARISATION TECHNOLOGIQUE DES PROFONDEURS

Face à la vulnérabilité croissante des infrastructures sous-marines critiques, la réponse stratégique ne peut être uniquement juridique ou diplomatique : elle est d'abord capacitaire. Les profondeurs marines, longtemps considérées comme des espaces techniques secondaires, deviennent un théâtre stratégique à part entière.

La surveillance des fonds marins repose désormais sur une combinaison de moyens navals classiques et de technologies émergentes. Les bâtiments spécialisés doivent être complétés par des systèmes autonomes : drones sous-marins (AUV), robots téléopérés (ROV), capteurs fixes ou mobiles et systèmes de traitement massif de données. L'intelligence artificielle joue un rôle déterminant dans la détection d'anomalies, l'identification de comportements suspects et l'analyse prédictive des risques.

Cette évolution marque une forme de militarisation progressive des profondeurs — non par occupation permanente, mais par l'intégration des fonds marins dans la planification stratégique, la posture de dissuasion et les capacités de réaction rapide. L'intervenant a insisté sur la nécessité de passer d'une logique de réaction à une logique d'anticipation. La protection des infrastructures suppose une connaissance fine des environnements marins, des flux de navigation et des signaux faibles pouvant révéler une activité suspecte.

IV. COOPÉRATION EUROPÉENNE ET ARTICULATION PUBLIC-PRIVÉ : UNE SÉCURITÉ PARTAGÉE

La protection des infrastructures sous-marines dépasse largement les capacités d'un État isolé. Les câbles et interconnexions électriques traversent plusieurs zones économiques exclusives et relient des territoires distincts. L'intervenant a mis en avant l'importance d'une coopération européenne renforcée, citant notamment les dynamiques associant la France, l'Italie et la Finlande. Cette coopération se décline à plusieurs niveaux : partage d'informations, coordination des patrouilles maritimes, exercices conjoints et développement capacitaire commun. L'articulation entre les cadres européens et ceux de l'OTAN constitue un élément central de cette architecture de sécurité. Toutefois, cette coopération demeure en construction, confrontée aux différences de perception des menaces et aux asymétries capacitaires.

Un point central de la conférence réside dans la reconnaissance du rôle déterminant des acteurs privés. La majorité des câbles de télécommunications appartient à des entreprises privées ou à des consortiums internationaux : les États ne maîtrisent donc pas intégralement les infrastructures qu'ils doivent protéger. La résilience suppose une coordination étroite entre autorités publiques, forces armées, garde-côtes, entreprises énergétiques et opérateurs de télécommunications. Cette interdépendance impose des mécanismes de partage d'information sécurisés, des protocoles communs de gestion de crise et des investissements coordonnés dans la redondance des réseaux.

V. RÉPARATIONS ET REDISTRIBUTION DES CÂBLES SOUS-MARINS : ENJEUX STRATÉGIQUES ET ÉCONOMIQUES

La réparation d'un câble de données varie en moyenne entre 7 et 24 jours, selon l'emplacement du dommage, la disponibilité des navires spécialisés et la complexité technique de l'intervention. À titre de comparaison, les câbles électriques nécessitent entre 40 et 60 jours pour être rétablis, tandis que les pipelines sous-marins peuvent rester hors service jusqu'à 5 à 9 mois. Le coût économique est également très élevé : l'exemple du sabotage de Nord Stream illustre qu'une remise en service peut atteindre entre 1 et 3 milliards d'euros, hors pertes économiques liées à l'interruption du service.

Même lorsque les infrastructures alternatives existent, la redistribution du trafic ne permet pas de compenser totalement les pertes : une fraction significative de la capacité reste indisponible, affectant la rapidité et la fiabilité des communications et des transactions. Cette vulnérabilité souligne la centralité du choix politique et stratégique dans la protection des infrastructures maritimes. Les actions de sabotage génèrent un choc stratégique et une confusion politique qui obligent à repenser les procédures d'attribution, de réponse et de coopération internationale.

La protection des câbles s'inscrit dans un équilibre complexe : garantir la continuité des services et la sécurité stratégique tout en respectant les normes environnementales et les cadres légaux internationaux, notamment le traité BBNJ relatif à la protection des espaces maritimes.

Conclusion

La sécurité maritime et la résilience numérique sont indissociables. Les câbles sous-marins ne sont pas seulement des vecteurs techniques, mais des leviers stratégiques dont la perturbation engendre des conséquences directes sur la sécurité nationale, la finance et les activités économiques. La profondeur maritime est devenue un espace stratégique disputé, appelant une réponse capacitaire, coopérative et normative. La résilience des infrastructures sous-marines exige une approche multidimensionnelle combinant droit, stratégie et conscience environnementale, associant États, organisations internationales et acteurs privés dans une sécurité véritablement partagée.